



## **L'extrême droite au Parlement européen : Que l'expression d'un mécontentement ?**

*Éric Desrochers*

### **Résumé :**

L'élection européenne de 2014 a permis à l'extrême droite de se doter d'une plus importante représentation à Strasbourg. Ce nouveau constat a provoqué la panique chez plusieurs, qui y ont vu une montée de l'extrême droite et la fin du projet européen. Toutefois, avec un peu de recul, on peut constater que cette performance électorale était due à bien autre chose qu'un appui massif envers cette tendance politique. L'objectif de cet article est donc de démontrer que la montée des partis d'extrême droite au Parlement européen était un vote protestataire démontrant l'insatisfaction de la population européenne vis-à-vis le projet d'intégration et ses institutions plutôt qu'un réel appui au programme de ces partis.

### **Abstract:**

After the 2014 European election, the far-right became more prominent in the Parliament. This new reality caused panic among many, who saw a rise of the far-right, and thus the end of the European project. However, in hindsight, we can see that this electoral performance was due to something other than massive support for this political trend. The objective of this article is to demonstrate that the rise of far-right parties in the European Parliament was a protest vote expressing the dissatisfaction of Europeans towards the integration project and its institutions, rather than real support for these parties and their agendas.

## Introduction

Il est facile de lire l'histoire de la construction de la communauté européenne comme une série de consensus successifs, menant inévitablement vers une Europe communautaire. On peut aisément tomber dans le piège du discours des « Pères fondateurs de l'Europe », de grands hommes rationnels qui délaissèrent leurs ambitions et partis pris nationaux afin de créer une nouvelle Europe et qui, au fil des ans, seraient arrivés à réaliser leur projet. Ce type de discours est toutefois bien trop réducteur, puisque même à ses débuts, le projet de construction communautaire avait des opposants. Le rejet du projet de Communauté européenne de défense par la France en 1954 ainsi que la politique française de la chaise vide de 1965 à 1966 démontrent que l'opposition à ce projet ne date pas d'hier. L'opposition des peuples de la France et des Pays-Bas au *Traité établissant une Constitution pour l'Europe de 2004* et causant son échec démontrent aussi que l'histoire de l'intégration européenne n'est pas aussi linéaire qu'elle puisse le sembler. Elle est, comme toute histoire, le résultat de mouvements parfois contraires.

Pour certains, les victoires de l'extrême droite en France et au Royaume-Uni ainsi qu'un gain de popularité au sein des électors d'autres pays durant l'élection du Parlement européen de 2014 fut un grand choc, allant même jusqu'à menacer l'existence de l'Union européenne. Le cas de la montée de ce qu'on appelle « l'extrême droite » pourrait bien être un de ces événements freinant, n'étant pas du tout insurmontable, ne menant pas nécessairement à la fin du projet européen. Il est d'abord primordial de définir ce qui est entendu par l'appellation « extrême droite » afin d'assurer la clarté du sujet. Pour certains, ce groupe englobe les partis qui seraient à « la droite de la droite<sup>1</sup> ». On leur donne plusieurs noms: néo-fascistes, populistes,

---

<sup>1</sup>Pascal Delwit et Philippe Poirier, ed. par., *Extrême droite et pouvoir en Europe / The extreme right parties and power in Europe*, (Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007), 7.

ultranationalistes ou souverainistes. Avec la montée de ces divers partis autant dans les législatures nationales que dans le Parlement européen, plusieurs ont commencé à signaler la fin de l'Union européenne, soit la fin du projet européen. Toutefois, comme le discours des « Pères fondateurs » peut être vu comme simpliste, ne peut-on pas dire de même sur ce discours de la « fin de l'Europe »? Tandis qu'il est clair que l'élection de partis de l'extrême droite véhicule un mécontentement, on peut se demander contre qui il est vraiment dirigé. Est-il vraiment contre l'immigration et contre l'Europe? Il y a certes un certain mécontentement envers ces enjeux, mais on ne peut se laisser croire que cette opposition est venue d'elle-même, sans provocation quelconque. L'immigration et l'Europe comme enjeux risquent de n'être que les boucs émissaires d'autres problèmes, notamment ceux de nature économique.

Cet article tentera donc de répondre à la question suivante: comment peut-on expliquer la montée de l'extrême droite en Europe, en particulier au sein du Parlement européen? Il le fera en explorant le Parlement européen et ses difficultés vis-à-vis la participation, ainsi qu'en survolant l'histoire de l'extrême droite en Europe et plus précisément, au Parlement.

### **Le Parlement européen: Une crise participative**

Avec la Commission et le Conseil, le Parlement forme le triangle institutionnel de l'Union qui est responsable de sa prise de décisions. Cette structure est unique à l'Union, ne se retrouvant nulle part d'autre au monde, soulignant la particularité de son arrangement institutionnel. Le Parlement, seule branche élue au suffrage universel, fait toutefois face à d'importants défis, notamment par rapport à sa participation, qui reste faible d'élection en election. Il semble en effet difficile de contrer le désintérêt envers le Parlement, de sorte que ce dernier ne réussit à mobiliser qu'un nombre décroissant d'électeurs depuis la première élection parlementaire au

suffrage universel, de 61,99 % en 1979, jusqu'à 42,61 % en 2014<sup>2</sup>. Les causes de cette faible participation seront donc explorées, dans le but d'expliquer ce phénomène. La première cause est le désintérêt général des électeurs envers les élections européennes, suivi par celui des eurodéputés et enfin la faible médiatisation du travail d'eurodéputé.

Si le vote devient pour plusieurs la manière par excellence de s'exprimer sur des enjeux politiques en démocratie représentative, il faut toutefois qu'il y ait une participation importante de la part de ceux détenant le droit de vote afin d'en assurer la légitimité. Plusieurs facteurs peuvent influencer la participation ou non d'une personne à un scrutin. Dans le cas européen, les électeurs ont tendance à voir les élections européennes comme un second scrutin national ainsi qu'à voir le Parlement comme une institution dépourvue de vrais pouvoirs.

L'allure nationale du scrutin européen change la perception et le but des élections pour l'électeur moyen. Cette perception influence premièrement l'attitude vis-à-vis le scrutin ainsi que les questions qui influencent la décision de l'électeur. Pour plusieurs, ce scrutin devient une sorte d'élection référendaire sur le gouvernement national, leur permettant de démontrer concrètement leur satisfaction ou mécontentement envers l'administration actuelle. Ces élections ont donc tendance à favoriser l'opposition, en particulier des partis qui sont normalement plus marginaux durant les élections nationales. De ce fait, les partis politiques au pouvoir seront moins susceptibles d'encourager leurs membres et sympathisants à aller voter en masse, ne voulant pas légitimer inutilement un scrutin qui risque de leur être défavorable. Chez les partis d'opposition, c'est tout le contraire. Ces derniers renforcent l'idée de l'élection référendaire, utilisant le scrutin européen comme moyen de se donner une meilleure position vis-à-vis le gouvernement,

---

<sup>2</sup> « Taux de participation », Parlement européen, consulté le 1er novembre 2015, <http://www.europarl.europa.eu/elections2014-results/fr/turnout.html>.

augmentant ainsi leur importance symbolique. Dans le cas des partis de l'extrême droite, ces élections ont le potentiel de leur accorder une plate-forme qu'ils n'avaient pas auparavant et de déclarer victoire contre « les forces du *statu quo* ». L'élection européenne sert donc de répétition avant la prochaine élection nationale. Avec cette chaude lutte entre partis nationaux, les enjeux débattus durant les élections européennes ont tendance à demeurer largement nationaux. Tandis que les gouvernements préfèrent parler de politique européenne, l'opposition rappelle les erreurs gouvernementales ainsi que certaines politiques impopulaires. Toutefois, les partis nationaux, surtout ceux ayant tendance à former le gouvernement, ne voudront pas donner trop d'importance aux scrutins européens de peur de donner l'impression que leurs législatures nationales aient été rendues impuissantes par le Parlement européen. De plus, ils ne croient pas vraiment que l'élection aura une grande incidence sur la politique européenne, étant donné que tout changement dépendrait de changements dans les grands pays européens. Ils croient plutôt que l'élection ne variera que peu de l'élection précédente.

Pour plusieurs européens, le système « semi-parlementaire<sup>3</sup> » de l'Union décourage leur participation, puisque le Parlement n'a aucun pouvoir d'initiative législative. En effet, même si le Parlement a la responsabilité de nommer la Commission, cette dernière est maîtresse de la législation une fois sa sélection faite. L'impact du scrutin se voit donc minimisé, puisque le Parlement ne peut changer la nature de l'Union, étant dépourvu de pouvoirs constituants. Comme il en a été fait mention antérieurement, les élections européennes ont tendance à produire un résultat semblable à celui de l'élection précédente, donnant l'impression d'une continuité qui est difficile à changer, dépendant sur de grands changements électoraux au sein de plusieurs pays

---

<sup>3</sup> Olivier Rozenberg, « L'influence du Parlement européen et l'indifférence de ses électeurs: une corrélation fallacieuse? », *Politique européenne* 28 (2009), 11.

européens. Tout changement de la Commission, et donc de l'Union, devrait premièrement passer par un grand changement de la composition parlementaire<sup>4</sup>.

Si le vote est une manière de manifester son adhésion à une communauté politique, cela en dit beaucoup sur les problèmes de participation auxquels fait face le Parlement. En effet, l'accent sur les questions nationales ainsi que l'impuissance que certains voient dans le Parlement contribuent tous deux à une faible participation aux élections européennes. Il ne faut pas toutefois croire que cette participation n'est due qu'au désintéret général de la population<sup>5</sup>.

Le rôle que jouent les eurodéputés est d'une grande importance. Le rôle d'eurodéputé, quoique ressemblant à celui de député national, a des différences importantes qui influent sur la participation aux élections parlementaires. Il y a d'abord le système électoral, le peu à offrir à leurs électeurs, ainsi que le manque d'enracinement électoral.

Dans les élections européennes de la plupart des pays, le système utilisé est un scrutin proportionnel à liste fermée. Tandis que ce système ait l'avantage de bien représenter les vœux partisans des électeurs, il ne leur donne aucune liberté dans le choix de la personne de leur eurodéputé. Le nombre d'électeurs représentés par un eurodéputé, ainsi que la superficie des circonscriptions sont bien trop larges pour assurer une relation entre l'eurodéputé et ses électeurs. Ce système crée donc une distance entre l'électeur et l'eurodéputé, puisque le parti leur sert d'intermédiaire. L'eurodéputé n'est donc aucunement fidèle à ses électeurs, mais plutôt à son parti, puisque c'est ce dernier qui décide sa position dans la liste. De plus, il a tout intérêt à appuyer le plus que possible son parti, étant donné que leurs sorts électoraux sont intimement liés. Ensuite, l'eurodéputé n'a que peu à offrir à ses électeurs. D'abord, le travail d'un eurodéputé

---

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> *Ibid.*

est détaché de la vie de tous les jours de l'électeur moyen, qui ne se sent ni affecté, ni impliqué par ce travail législatif. Dans le cas où il y a un intérêt de la part de l'électeur, le travail du Parlement demeure compliqué, hautement procédural et très différent de celui des parlements nationaux. C'est une des raisons du désintérêt général envers le Parlement. L'enracinement électoral n'est pas non plus aussi important que dans les législatures nationales, où l'ancienneté joue un plus grand rôle. Dans le Parlement, l'accession à des postes importants ou prestigieux ne se fait pas en se basant sur l'enracinement électoral, qui dépend entièrement des listes partisans, mais plutôt en se basant sur les diplômes, l'expertise, le parcours professionnel ainsi que la connaissance des procédures et l'aptitude à négocier. Cela ne laisse donc aucune place aux sensibilités locales ou nationales, auxquelles on ferait appel dans les législatures nationales, mais qui sont inutiles au Parlement<sup>6</sup>.

L'atmosphère au Parlement est en effet très différente de celle que l'on retrouve dans les législatures nationales. Étant donné la structure complexe de l'Union, le rôle d'eurodéputé diffère largement de celui de ses homologues nationaux. Cette différence se traduit mal dans les médias, rendant plus difficile l'intérêt dans le travail du Parlement. C'est la nature même des procédures parlementaires qui rend difficile le travail médiatique.

Dans le Parlement, on insiste sur l'importance du travail législatif plutôt que sur les grands discours émotifs. Le travail des eurodéputés les pousse à se concentrer sur les politiques publiques plutôt qu'à l'auto-publicité. La structure du Parlement limite aussi les longs débats, les initiatives personnelles et les imprévus, choses qui se traduisent toutes si bien dans les médias. Le travail de l'eurodéputé est beaucoup plus technique que celui d'un député ordinaire, se concentrant sur la gestion et le bon fonctionnement de l'Union. La tendance vers le consensus

---

<sup>6</sup> *Ibid.*

joue aussi un rôle, motivant les eurodéputés à être plus à l'écoute de leurs collègues, surtout à cause des diverses langues de travail et de la traduction, forçant une meilleure écoute. De plus, le groupe de centre-droite, ainsi que le groupe de centre-gauche, qui forment la plus grande part de la majorité parlementaire depuis la première élection du Parlement au suffrage universel en 1979, ont voté dans le même sens dans la majorité des votes qui eurent lieu dans le Parlement. Cette tendance vers le consensus signifie que le Parlement évite souvent les grands débats remplis de passion si courants dans les législatures nationales<sup>7</sup>.

Le Parlement européen est une institution dont l'importance est indéniable pour l'Europe. Il fait toutefois face à de défis importants, notamment par rapport à la participation à ses élections, qui demeure faible. Ce constat est dû à plusieurs facteurs, notamment au désintérêt des électeurs, qui s'explique par l'allure du scrutin comme un second scrutin national, permettant aux électeurs de montrer leur mécontentement face au gouvernement, favorisant les partis d'opposition et démotivant les partis au pouvoir d'encourager leurs sympathisants à voter. Le Parlement est aussi perçu comme une institution dépourvue de vrais pouvoirs, pouvant nommer la Commission, mais lui laisse ensuite l'initiative législative. D'autres problèmes concernent les eurodéputés. D'abord, le mode de scrutin proportionnel à liste fermée favorise une loyauté envers le parti et non les électeurs. Ensuite, le travail d'eurodéputé est détaché de la vie de tous les jours de l'électeur moyen, rendant difficile un intérêt dans le processus décisionnel. Le troisième facteur contribuant au manque de participation aux élections parlementaires est la faible médiatisation du Parlement. Contrairement aux parlements nationaux, le Parlement n'est pas le théâtre de grandes déclarations émotives et d'évocation de la nation, de sa gloire et de ses

---

<sup>7</sup> *Ibid.*

valeurs. Il est plutôt un endroit où l'on insiste sur la négociation, sur le compromis et sur le consensus.

Ces facteurs contribuent tous, d'une manière ou d'une autre, au faible taux de participation aux élections parlementaires européennes. Dans de telles conditions, il est possible de voir la montée de partis plus extrémistes que la population générale, car ils sont dotés d'une base dévouée et organisée. Les difficultés participatives du Parlement sont la situation propice à l'émergence de partis de l'extrême droite.

### **Histoire de l'extrême droite en Europe et au Parlement: Loin du pouvoir, mais non négligeable**

Plusieurs ont été surpris, voire même choqués, par le succès électoral qu'ont eu les partis de l'extrême droite durant l'élection européenne de 2014. Toutefois, en voyant les facteurs diminuant la participation électorale, dont il a été question antérieurement, ainsi que le contexte socio-économique de l'élection, soit une importante récession durant depuis six ans déjà, on constate que les conditions étaient en effet propices à l'élection d'un plus grand nombre d'eurodéputés de l'extrême droite. Étant donné ces conditions, peut-on vraiment parler de fin de l'Europe? De menace fondamentale à l'existence de l'Union?

Pour bien comprendre l'état actuel des choses, il faut faire un survol de l'évolution des mouvements d'extrême droite en commençant par une clarification de définitions, ainsi que les origines de l'extrême droite et les raisons qui ont mené à l'essor des partis de l'extrême droite. Les résultats de l'élection parlementaire de 2014 seront alors analysés.

À ses débuts, l'appellation d'extrême droite fut utilisée pour désigner les partis fascistes de l'Europe. Tandis que ceux-ci se voyaient comme venant d'une « troisième voie » entre

communisme et capitalisme et que le parti fasciste allemand avait même pris le nom de parti National socialiste, plusieurs ont falsifié cette perspective, voyant plutôt le fascisme comme venant de l'hyper-nationalisme et du conservatisme rétrograde. Suivant les classifications héritées de la Révolution française selon l'axe gauche-droite, on a donc associé le fascisme à la droite, mais afin de souligner une différence avec le conservatisme, on lui a attribué le nom d'« extrême droite ». Chaque auteur a sa propre définition de ce terme et ses propres catégories à attribuer aux partis et individus qu'on lui associe le plus souvent. Cet article ne tentera pas d'entrer dans ce grand débat philosophique, mais fera plutôt usage de définitions permettant de bien différencier les divers courants de pensée qui existent au sein même de ce qu'on appelle l'« extrême droite ».

Pour Philippe Poirier, il existe trois grandes mouvances au sein de ce qu'il appelle les « nouvelles droites<sup>8</sup> », soit des nouveaux mouvements de la droite eurosceptique. Ce terme regroupe un éventail de partis beaucoup plus large que celui que l'on attribue habituellement à l'extrême droite, mais qui aide néanmoins à définir ce qu'on entend par « extrême droite » et qui en fait partie. Il est aussi utile de différencier l'extrême droite de la droite eurosceptique. La première de ces mouvances est celle des « néo-conservateurs<sup>9</sup> ». Ses partis les plus importants sont le *Conservative Party* britannique et le *Fianna Fáil* irlandais. Le Rassemblement pour la République, ancien parti français dont on peut retrouver des anciens membres au sein des Républicains, était aussi un des partis néo-conservateurs importants. Si ces partis ont été divisés pendant une bonne part de leur histoire entre le groupe des Démocrates européens (1979-1994) et le groupe des Démocrates européens de progrès (1979-1984) ainsi que ses groupes successeurs,

---

<sup>8</sup> Delwit et Poirier, *Extrême droite et pouvoir en Europe / The extreme right parties and power in Europe*, 42.

<sup>9</sup> *Ibid.*, 50.

on les retrouve aujourd'hui au sein du groupe des Conservateurs et réformistes européens. Ce groupe suit la pensée de Margaret Thatcher sur les questions européennes, croyant que l'Europe est fondamentalement composée de différentes communautés et sociétés diverses, auxquelles on ne peut imposer une même norme. Ils sont d'avis que l'Union n'est qu'une technocratie qui ne serait pas aussi neutre qu'elle ne le prétend. Ils croient que s'y glissent des revendications particularistes, érodant donc la gouvernance démocratique des États membres et la remplaçant par une technocratie dotée d'un projet particulier. Le second groupe de Poirier est le groupe « souverainiste<sup>10</sup> ». Ce groupe relèverait du gaullisme et se voit comme le défenseur de la souveraineté nationale et de la souveraineté populaire, deux concepts jugés inséparables. L'Union serait pour eux une association libre d'États souverains, qui ne délégueraient que « des compétences révocables, subsidiaires et subordonnées, à l'exclusion de la garantie des droits fondamentaux, y compris en matière de citoyenneté et d'exercice du droit de vote. Seuls les États peuvent contrôler l'exercice des ces compétences déléguées<sup>11</sup> ». Les institutions de l'Union leur seraient donc subordonnées, permettant aux législatures nationales de l'emporter dans le cas de conflits. Ils voient aussi les questions de culture et de langue comme étant des compétences exclusives des États souverains. Le parti principal associé à cette tendance est le *United Kingdom Independence Party*, qui forme le groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe avec d'autres partis de la même tendance. La troisième mouvance est la « mouvance nationaliste<sup>12</sup> », qu'il appelle aussi « l'eurodroite<sup>13</sup> ». D'après Poirier, cette dernière est caractérisée par sa forte opposition populiste aux « élites européennes », sa xénophobie, en particulier contre l'Islam,

---

<sup>10</sup> Delwit et Poirier, *Extrême droite et pouvoir en Europe / The extreme right parties and power in Europe...*, 53.

<sup>11</sup> *Ibid.*, 54

<sup>12</sup> *Ibid.*, 55.

<sup>13</sup> *Ibid.*

ainsi que sur sa croyance que l'Union doit être fondamentalement subordonnée aux États-nations. On y compte le Front national français, le *Vlaams Belang* flamand, la *Fiamma Tricolore* italienne, le *Freiheitliche Partei Österreichs* autrichien, ainsi que l'*Ataka* bulgare. On trouve la plupart de ces partis au sein des Non-inscrits, soulignant l'impossibilité pour des partis aussi nationalistes de s'organiser de manière cohérente, étant donné leurs intérêts souvent contradictoires. En effet, tandis que certains d'entre eux se réclament ouvertement du fascisme, d'autres se disent plutôt nationalistes ou populistes, poussant ces partis à vouloir se dissocier les uns des autres.

Des trois mouvances de « nouvelles droites », les souverainistes et nationalistes sont sans doute celles qui se conforment le plus aux définitions les plus courantes de l'« extrême droite », par leur rejet de la supranationalité, leur conservatisme social, leur antagonisme des immigrants, en particulier des musulmans, ainsi que par leur opposition aux « élites technocratiques » de l'Europe<sup>14</sup>.

Ayant défini l'extrême droite, il devient possible de faire une analyse de son essor et des raisons qui l'ont motivée. Après l'expérience fasciste des années 1930 et 1940, les partis d'extrême demeurent marginaux pendant plusieurs décennies. Ce n'est que durant les années 1980 et 1990 que les partis d'extrême droite connaîtront leur essor. Ce nouveau succès électoral est lié à une baisse de confiance en la démocratie libérale telle qu'elle est exécutée. Tandis que l'appui à l'idée de la démocratie reste élevé (environ 95%), la satisfaction de son fonctionnement est beaucoup plus basse (57%). Les législatures nationales ont encore moins d'appui et sont souvent listées comme étant parmi les institutions publiques auxquelles les gens font le moins confiance. Chez ceux d'extrême droite, les opinions sont très différentes de celles de la

---

<sup>14</sup> *Ibid.*, 59.

population générale. Leur taux d'appui envers le concept de démocratie ainsi qu'envers les institutions de la démocratie libérale est beaucoup plus bas que celui du reste de la population. L'extrême droite se retrouve donc surreprésentée parmi ceux qui sont insatisfaits et qui s'opposent au système actuel, leur permettant de transmettre leurs messages et idées à d'autres insatisfaits et contribuant à l'accroissement de leur popularité. Cette insatisfaction est surtout centrée sur leur vision des élites centristes comme étant trop libérales et prêtes à compromettre les « valeurs nationales et traditionnelles », de l'affaiblissement de l'État national face à la globalisation et de toutes ses manifestations, comme l'accroissement du pouvoir et de l'influence des grandes compagnies multinationales, l'immigration et même l'accroissement du pouvoir de l'Union, parfois accusée d'être au service de la globalisation. L'extrême droite incarne donc ces frustrations, proposant de revenir en arrière en démantelant l'Union et afin de se recentrer sur l'État. Il y a alors une importante corrélation entre l'insatisfaction avec les institutions politiques et le succès de l'extrême droite et ce, partout en Europe occidentale. Cependant, cette insatisfaction n'est pas seulement contre les institutions politiques, mais aussi envers les partis politiques, vus comme étant détachés de la population générale. De moins en moins de gens adhèrent alors à un parti politique, car ils ont perdu la confiance populaire. L'extrême droite se dote ainsi d'un discours anti-partisan. Ce discours n'est pas qu'une réaction à un sentiment anti-partisan au sein de la population, mais bien une conséquence de la pensée d'extrême droite, qui croit fondamentalement que la société doit être une communauté harmonieuse et qu'il faut donc se débarrasser des partis et de la pluralité. La xénophobie de l'extrême droite vient aussi de cette pensée<sup>15</sup>.

---

<sup>15</sup> Peter H. Merkl et Leonard Weinberg, ed. par., *Right-Wing Extremism in the Twenty-First Century*, (Cornwall: MPG Books Ltd., 2003), 143-155.

Comprenant les origines de l'essor des partis de l'extrême droite, on peut maintenant analyser les résultats de l'élection parlementaire de 2014. Quand les résultats furent publiés, on lamenta une nouvelle montée de l'extrême droite, voire même du fascisme, en Europe. On oublia toutefois un fait important: ce n'est pas que l'extrême droite qui fit des gains, mais aussi la gauche. En effet, l'élection permit à bien des Européens de véhiculer leur mécontentement envers l'Europe, mais en particulier envers les partis de l'*establishment* du centre-gauche et du centre-droit ainsi qu'à leur gestion de la crise économique de 2008 et de la récession qui perdure depuis. En effet, les mesures d'austérité mises en place autant par le centre-droit que le centre-gauche en frustrèrent beaucoup, se sentant trahis par leurs gouvernements, surtout lorsqu'ils ne sentirent pas d'amélioration de leur qualité de vie ou de l'économie en général. L'élection de 2014 ne fut donc pas une élection pour l'extrême droite, mais bien contre le centre. L'extrême droite fit des gains importants au Danemark, où le *Dansk Folkeparti* (Parti populaire danois) passa de 2 à 4 sièges et devint le premier parti, en France, le Front national passa de 3 à 24 sièges et devint le premier parti, et au Royaume-Uni, où le *United Kingdom Independence Party* passa de 13 à 24 sièges et devint lui aussi le premier parti. La gauche, quant à elle, fit des gains en Irlande, où le *Sinn Féin* (Nous mêmes) remporta 3 sièges alors qu'il n'en avait aucun jusqu'alors, devenant le second parti, en Grèce, où SYRIZA (Coalition de la gauche radicale) passa d'un à six sièges, devenant le premier parti, et en Espagne, où la *Izquierda Plural* (Gauche plurielle) passa de 2 à 6 sièges et que *Podemos* (Nous pouvons), parti créé au début de la même année, remporta cinq sièges<sup>16</sup>. Cette gauche se différencia de la gauche centriste par son populisme, son attitude anti-*establishment* et même un certain euroscepticisme, se méfiant de l'Union, sans faire

---

<sup>16</sup> « Sièges par État membre », Parlement européen, consulté le 1er novembre 2015, <http://www.europarl.europa.eu/elections2014-results/fr/seats-member-state-absolut.html>

appel à son abolition mais la voyant plutôt comme un instrument n'ayant pas assez servi la population en général et ne bénéficiant qu'à quelques-uns. Cette tendance vient donc incarner les frustrations de plusieurs électeurs, qui ont perdu confiance en les partis centristes, surtout ceux du centre-gauche. SYRIZA, formant encore l'opposition au Parlement grec, vint incarner ce désir de changement. Par contre, la plupart des autres pays ne virent pas de tels gains de la part des extrêmes. La majorité parlementaire des socialistes, libéraux et démocrates-chrétiens fut donc maintenue, démontrant effectivement qu'une vraie montée de l'extrême droite au Parlement devrait avoir lieu simultanément partout en Europe, ce qui ne fut pas le cas. Un autre constat important est le taux d'absentéisme, puisque seuls 42,61 % des électeurs décidèrent d'aller voter<sup>17</sup>. Il devient alors difficile de dire que l'Europe entière soit maintenant d'extrême droite, mais cette réalité est en effet un témoignage des problèmes qui peuvent découler d'un système électoral souffrant d'absentéisme chronique.

C'est en observant l'histoire des mouvements de l'extrême droite qu'il devient possible de comprendre le résultat des élections européennes de 2014. Les diverses origines de l'extrême droite ainsi que leur positionnement idéologique plus précis permet de mieux comprendre pourquoi certains partis ont connu plus de succès que d'autres. Les raisons qui ont mené à l'essor des partis de l'extrême droite durant les années 1980 et 1990 sont elles aussi pratiques dans l'analyse des résultats de l'élection de 2014. Grâce à l'histoire de l'extrême droite en Europe, il est en effet possible de constater que le vote d'extrême droite, aussitôt qu'il s'est élargi, englobant désormais plus que ses idéologues, est en effet le résultat d'un mécontentement populaire envers l'état actuel des choses.

---

<sup>17</sup> « Résultats des élections européennes 2014 », Parlement européen, consulté le 23 mars 2015, <http://www.europarl.europa.eu/elections2014-results/fr/election-results-2014.html>.

## **Conclusion**

Les victoires de l'extrême droite en France et au Royaume-Uni durant les élections parlementaires de 2014 en choquèrent plusieurs, faisant croire que c'était le début de la montée de l'extrême droite en Europe, que les Européens étaient désormais tous d'extrême droite et que le fascisme était de retour. Cependant, en analysant la situation en profondeur, il devient évident que la réalité est bien moins simple qu'elle n'en ait l'air. En effet, en étudiant la situation du Parlement européen, le résultat des élections de 2014 devient plus facile à comprendre.

Le désintérêt général des électeurs envers les élections est dû à plusieurs facteurs, notamment au caractère national donné aux élections européennes. Les enjeux demeurent surtout des enjeux nationaux et le scrutin devient un référendum sur le gouvernement national. Pour ces raisons, les partis au pouvoir ont tendance à ne pas trop s'y impliquer. Quant à l'opposition, elle saute sur cette occasion de miner la légitimité du gouvernement et d'augmenter sa propre plateforme. Le système « semi-parlementaire », qui accorde les pouvoirs d'initiative législative à la Commission plutôt qu'au Parlement, mine aussi la participation, puisque les électeurs n'y voient pas un grand impact sur la législation européenne. Les résultats ont aussi tendance à ne pas trop changer d'élection en election, donnant l'impression que les choses ne peuvent changer. L'absence de lien entre l'eurodéputé et ses électeurs est aussi d'une grande importance. Le système de scrutin proportionnel à liste fermée contribue donc à créer, chez l'eurodéputé, une loyauté envers son parti, plutôt qu'envers ses électeurs. De plus, son travail est si technique et détaché de la vie de tous les jours, que l'électeur moyen aura de la difficulté à se situer dans tout ce travail législatif, qui ne semble pas l'affecter directement. Il y a ensuite la faible traduction des travaux du Parlement dans les médias. Puisque le travail du Parlement est si technique, les eurodéputés se concentrent plus sur le travail législatif que sur les grands discours et déclarations

qui, malgré leur attrait pour les médias, n'ont pas leur place dans le Parlement à cause de ses procédures rigides. Les négociations ainsi que la recherche de compromis et de consensus ont une telle place au sein du fonctionnement du Parlement que les médias n'y trouvent que peu d'intérêt.

L'histoire de l'extrême droite en Europe démontre bien qu'elle a atteint ses meilleurs résultats lorsque les électeurs se sentaient isolés du système politique et de ses institutions. C'est d'ailleurs pourquoi l'extrême droite a connu un essor durant les années 1980 et 1990, lorsque la confiance envers les institutions publiques diminuait de plus en plus. L'opposition de l'extrême droite à ces institutions ainsi qu'aux partis politiques, qui devenaient de plus en plus détestés par l'opinion publique, leur permit d'accroître leur popularité dans l'arène politique. Il faut cependant se rappeler que ce n'est pas que l'extrême droite qui fit des gains durant l'élection de 2014, mais aussi la gauche. Ce constat renforce l'idée que le vote en faveur de l'extrême droite n'est en fait qu'une expression de mécontentement envers les institutions politiques, qu'elles soient nationales ou européennes. Le succès actuel du Front national dans les sondages d'opinion témoigne toutefois que ces partis peuvent conserver un appui au sein de la population si les partis au pouvoir ne s'adresse pas aux problèmes qui ont causé ces mécontentements.

Tout au long de son histoire, un pays libéral et démocrate aura plusieurs systèmes partisans, c'est-à-dire des arrangements de partis qui luttent pour le pouvoir. Cependant, les partis qui sont incapables de répondre aux besoins ou désirs des électeurs sont vite remplacés. Les partis qui sont actuellement au pouvoir devront donc répondre aux besoins de leurs électeurs. Sinon, les partis centristes courent le risque de se faire remplacer, comme l'a démontré SYRIZA en Grèce.

## Bibliographie

- « Résultats des élections européennes 2014 », *Parlement européen*, consulté le 23 mars 2015, <http://www.europarl.europa.eu/elections2014-results/fr/election-results-2014.html>.
- « Taux de participation », *Parlement européen*, consulté le 1er novembre 2015, <http://www.europarl.europa.eu/elections2014-results/fr/turnout.html>.
- « Sièges par État membre », *Parlement européen*, consulté le 1er novembre 2015, <http://www.europarl.europa.eu/elections2014-results/fr/seats-member-state-absolute.html>
- Brack, Nathalie. « Poor linkage and lacking representation: A thorn in the side of the European Parliament only? », *Politique européenne* 44 (2014): 183-191.
- Costa, Olivier. « Le Parlement européen dans le système décisionnel de l'Union européenne: la puissance au prix de l'illisibilité », *Politique européenne* 28 (2009): 129-155.
- Delwit, Pascal et Philippe Poirier, ed. par. *Extrême droite et pouvoir en Europe / The extreme right parties and power in Europe*, (Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007), 336.
- Hainsworth, Paul. *The Politics of the Extreme Right: From the Margins to the Mainstream*, (Londres: Pinter, 2000), 322.
- Hix, Simon et Sara Hagemann. « Could changing the electoral rules fix European Parliament elections? », *Politique européenne* 28 (2009): 37-52.
- Ignazi, Piero. *Extreme Right Parties in Western Europe*, (Oxford: Oxford University Press, 2003), 259.
- Merkel, Peter H. et Leonard Weinberg, ed. par. *Right-Wing Extremism in the Twenty-First Century*, (Cornwall: MPG Books Ltd., 2003), 311.
- Rozenberg, Olivier. « L'influence du Parlement européen et l'indifférence de ses électeurs: une corrélation fallacieuse? », *Politique européenne* 28 (2009): 7-36.